
Syrie-Liban: les jeux ne sont pas encore faits

Carole Dagher

La poignée de main historique entre les deux ennemis jurés, Yasser Arafat et Yitshak Rabin, en ce jour décisif du 13 septembre sur le perron de la Maison Blanche à Washington, n'a pas fini de faire couler de l'encre et d'alimenter les débats dans les différentes institutions des groupements américains arabes et juifs des États-Unis. S'il a surpris le monde entier et, en premier lieu, les observateurs et les parrains mêmes du processus de paix (les États-Unis et la Russie) quelque peu dépassés par la capacité de médiation du gouvernement norvégien, cet événement, incroyable encore lorsque l'on y songe de près, s'est aussi et surtout répercuté sur la position des parties arabes aux négociations, principalement la Syrie, le Liban et la Jordanie.

En "*rendant la paix désormais possible*", comme le souligne James Baker, l'architecte de Madrid, dans l'entretien que nous publions au début de ce dossier, la Déclaration de principes signée par l'OLP et Israël a eu les répercussions suivantes: 1) Elle a changé les règles de Madrid, qui prévoyaient des négociations globales entre le bloc arabe d'un côté et les Israéliens de l'autre, entraînant une paix globale et durable, et non des négociations directes menant à des paix séparées. 2) Elle a transformé la course à la paix en course à l'investissement et au partage de l'aide économique américaine et internationale surtout depuis la conférence internationale pour l'aide au développement de Gaza et Jéricho, organisée à Washington le 1er octobre dernier. 3) Elle a enfin pris de court les deux principales et dernières parties au conflit, le Liban et la Syrie, la Jordanie s'étant empressée, au lendemain de la signature de l'accord israélo-palestinien, de suivre le chemin tracé par l'OLP, enregistrant à son actif deux rencontres avec le ministre israélien des

Affaires étrangères Shimon Pérès, l'une par le prince héritier Hassan et l'autre avec le roi Hussein lui-même.

Depuis, les principaux responsables en charge du Moyen-Orient au sein de l'Administration Clinton, qu'il s'agisse de Warren Christopher, secrétaire d'Etat, d'Edouard Djeredjian, sous-secrétaire d'Etat pour le Moyen-Orient, de Dennis Ross, coordinateur spécial aux négociations de paix, de Martin Indick, un des principaux conseillers du président Clinton, ou encore des sénateurs et membres du Congrès plus ou moins concernés par les discussions de Madrid (ou activement "briffés" par les lobbies pro-arabes et pro-israéliens de Washington) tous, ont insisté sur la nécessité d'un développement similaire sur les axes syro-israélien et libano-israélien.¹ *"Si l'accord palestinien-israélien n'est pas rapidement suivi d'un progrès sur le front libanais et syrien permettant d'aboutir à l'instauration d'une paix globale, il est condamné à l'échec"*, devaient souligner Edouard Djerdjian et Dennis Ross.

La deuxième condition déterminante pour le succès de l'accord, c'est l'aide économique américaine et internationale à Gaza et Jéricho, permettant de cueillir les dividendes de la paix. Un message clair et attirant pour ceux qui sont encore réticents. L'argument principal avancé est le suivant: puisque le nœud gordien du conflit israélo-arabe, — à savoir la confrontation israélo-palestinienne — est tranché, plus rien ne s'oppose à une percée dans les négociations entre Syriens et Libanais d'une part et Israéliens d'autre part, le Liban et la Syrie n'ayant plus à craindre de "trahir la cause palestinienne."

Les positions du Liban et de la Syrie sont d'autant plus particulières que le Liban héberge près de 400 000 réfugiés palestiniens dont la plupart ont le sentiment amer d'être les laissés pour compte de l'accord signé entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, et que Damas est le siège des principales organisations palestiniennes opposées à la direction de l'OLP. Mais ce qui retient davantage l'attention — et les efforts de l'Administration américaine — c'est le lien établi entre le Liban et la Syrie dans les pourparlers en cours avec Israël. Ce lien a été, dès l'ouverture du processus de Madrid, une des exigences principales de Damas qui maintient au Liban une force militaire estimée à 40 000 soldats et qui jouit d'une influence considérable, au sein des institutions libanaises.

Lorsque, au printemps 1992, les deux délégations, libanaise et syrienne, furent à deux doigts d'un règlement basé sur une reconnaissance israélienne de la résolution 425, laquelle prévoit le retrait total et inconditionnel de ses troupes du Sud-Liban, une "fuite" permit la révélation et la publication du document de travail israélien dans le quotidien pro-syrien "As-Safir", provoquant des remous internes, le tollé des opposants et des groupes extrémistes du Hezbollah, la suspension du quotidien par le gouvernement libanais pour une durée d'une semaine pour "atteinte à la sécurité de l'Etat" et le gel de tout

progrès dans les tractations libano-israéliennes. L'avertissement portait ses fruits... Américains et Israéliens devaient en tirer les conclusions, corroborées quelques mois plus tard par l'échec d'une autre tentative libanaise indépendante. Au lendemain de l'opération militaire d'envergure entreprise par Israël au sud du Liban et à la veille de l'arrivée du secrétaire d'Etat américain Warren Christopher dans la région, la décision prise conjointement par le président de la République, du Premier ministre et du président du parlement de déployer l'armée libanaise au sud du pays, bastion du Hezbollah, devait également achopper sur l'extrême irritation de Damas, non averti de la décision des autorités libanaises. Dès lors, le Liban prend son parti de "laisser-faire" la grande sœur et choisit de rester en retrait aux négociations, en attendant l'éclaircie entre ses deux puissants voisins, Syrie et Israël qui en sont encore à débattre du concept de l'échange de la paix contre les territoires.

C'est donc dans un climat marqué par un profil bas libanais et un durcissement syrien dans les pourparlers de paix qu'intervient l'accord Israël-OLP. L'effet de surprise est total: la Syrie est particulièrement affectée par ce qu'elle considère comme une reddition palestinienne qui affaiblit dramatiquement sa position, l'isolant dans le monde arabe, désormais plus souple à l'égard d'Israël, et l'obligeant à mettre de l'eau dans son vin. Son atout majeur aux tractations reste cependant le Liban. Maintenant que l'accord entre l'OLP et Israël est signé et que la Jordanie est en voie de régler ses comptes (politiques mais surtout commerciaux et économiques) avec Israël, l'Administration américaine, pour sa part, choisit désormais de concentrer ses efforts diplomatiques sur les deux tableaux, syriens et libanais, où les questions de sécurité sont déterminantes:

- retrait israélien du Liban-Sud en échange d'un désarmement du Hezbollah et d'une stabilité le long de la frontière libano-israélienne,
- retrait israélien du Golan en échange d'une paix totale entre Israël et la Syrie.

Liban: l'équation impossible

Lorsque le Premier ministre libanais Rafic Hariri rencontre, fin septembre à New York le Président américain Bill Clinton en marge des travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies, il obtient l'assurance que l'Administration américaine reste attachée à l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban, que la mobilisation économique et financière internationale en faveur de Gaza et Jéricho ne se fera pas au détriment de l'aide à l'effort de reconstruction du Liban et que les Etats-Unis voient dans le Liban un pays susceptible de jouer un

rôle moteur au Proche-Orient, tant pour la promotion des principes démocratiques que pour l'extension du marché libre et le libéralisme économique. Cette position de principe est cependant neutralisée par une tout autre réalité qui entache les relations libano-américaines: l'interdiction de voyage au Liban, qui frappe tout citoyen américain ou détenteur de passeport américain. Bien que les conditions de sécurité se soient nettement améliorées depuis deux ou trois ans au Liban, cette mesure décidée par les autorités américaines en réaction aux prises d'otage ne sera pas annulée tant que le groupe intégriste du Hezbollah, basé au Liban-sud d'où il lance ses opérations anti-israélienne ne sera pas désarmé. C'est ce que les responsables américains ont fait savoir au gouvernement libanais, suggérant par la même occasion que toute aide économique au Liban sera hésitante tant que la question de la sécurité n'est pas définitivement résolue. Un moyen comme un autre d'accentuer la pression pour faire avancer le processus.

La question du Hezbollah est le souci majeur d'Israël dans ses pourparlers avec Beyrouth. *"Si le gouvernement libanais est capable d'assurer la sécurité et la stabilité sur les frontières nord d'Israël, nous signerons l'accord de paix demain même"*, devait déclarer le ministre israélien de la Santé, Haim Ramon, invité à la convention annuelle du lobby arabo-américain à Washington, à la fin du mois d'octobre. C'est d'ailleurs le point de vue de l'ancien secrétaire d'Etat James Baker: *"Si le gouvernement libanais peut garantir une période de stabilité de six mois le long de sa frontière avec Israël, alors les pourparlers pourront aboutir"*.²

Pour le gouvernement libanais, les choses ne sont pas aussi simples: le Hezbollah se réclame de la résistance à l'occupation israélienne au Liban-sud. Interdire au Hezbollah ou à toute autre mouvance le droit de résister pour libérer sa patrie — un droit reconnu par la Charte des Nations Unies — c'est s'exposer à être accusé de trahison, de collaboration avec l'ennemi et de légitimation de l'occupation du territoire national. C'est ce que le ministre des Affaires étrangères, Farès Boueiz, devait expliquer au secrétaire d'Etat Warren Christopher, lors de son passage à Washington, en octobre 1993. A son homologue américain qui lui proposait la création d'un comité de sécurité libano-israélien, le ministre libanais devait souligner la nécessité pour Israël de formuler clairement et préalablement à toute autre mesure, son intention de se retirer totalement et inconditionnellement derrière les frontières internationalement reconnues du Liban, en application de la résolution 425 du Conseil de Sécurité. Alors seulement, il serait possible de former un comité militaire conjoint dont la tâche serait de programmer le retrait israélien et d'examiner les arrangements de sécurité. En troisième phase, une commission politique serait formée afin d'étudier les questions relatives à l'instauration d'une paix juste et durable entre les deux pays, dans le cadre du processus global de paix de la région. Israël et les

Etats-Unis savent cependant que la solution au problème du Hezbollah est moins tributaire du gouvernement libanais que du régime syrien. "Les armes convoyées par l'Iran au Hezbollah transitent par Damas", relève James Baker. Le (règlement du) noeud gordien israélo-libanais est donc entre les mains de la Syrie ce qui explique l'importance accordée aux pourparlers syro-israéliens.

Syrie: des négociations serrées

Pour la première fois depuis 19 ans, le ministre syrien des Affaires étrangères, Farouk el Chareh, est arrivé à Washington venant de New York où il assistait aux travaux de la Conférence générale des Nations Unies, au courant du mois d'octobre 1993. Il rencontre le président américain Bill Clinton et sort satisfait de l'entretien. Il a réussi, dit-on dans les cercles de l'ambassade syrienne à Washington, à le convaincre de ne pas insister sur l'ouverture de négociations directes et secrètes entre Damas et Tel Aviv, et de continuer à jouer un rôle actif de médiateurs. L'Administration américaine s'est engagée à activer la dynamique de paix en intensifiant les navettes diplomatiques dans la région, espérant aboutir à une déclaration de principes syro-israélienne d'ici la fin de l'année.

Le 15 octobre, Dennis Ross, coordinateur spécial pour les négociations de paix au sein de l'Administration américaine, découvre que la tension est montée d'un cran et que ton a durci entre Damas et Tel Aviv. "*Jusqu'à présent, personne n'a pu obtenir du président Assad une définition de ce qu'il entend par paix totale*", déclare à Washington, le ministre israélien Haou Ramon.

A la mi-novembre, au moment où certains journaux américains affirment l'existence de canaux secrets de négociations entre israéliens et syriens, l'Administration américaine décide de forcer la main à la Syrie. Le Président Clinton reçoit à la Maison Blanche le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin. Les responsables américains n'hésitent pas à révéler à cette occasion la conclusion d'un accord entre les deux pays, portant sur un transfert de technologie avancée, sur l'accroissement de l'aide militaire à Israël qui pourrait inclure la vente des nouveaux F-15E et une avance sur le prêt de dix milliards de dollars. Parallèlement, les médias révèlent la teneur des pourparlers jordano-israéliens; l'essentiel de ces discussions porte sur l'avenir des relations commerciales entre Amman et Tel Aviv et sur le partage des zones d'influence économique à Gaza et à Jéricho.

Dans le même temps, les Etats Unis comme Israël, craignent de brusquer la Syrie, capable de faire avorter l'accord encore fragile entre l'OLP et Israël. Aussi, le secrétaire d'Etat Warren Christopher s'est-il

dépêché dans la région le 29 novembre. L'enjeu des négociations syro-israélienne, c'est surtout les hauteurs du Golan, que le gouvernement israélien répugne à restituer sans un engagement syrien clair dans une paix totale. Seuls, les Etats-Unis sont capables d'assurer les garanties internationales de sécurité nécessaires aux deux parties sur ces hauteurs stratégiques.

Pris dans l'étau de ses deux puissants voisins dont les troupes respectives font la loi sur son territoire, le Liban observe cette partie serrée de poker diplomatique avec un mélange d'espoir et d'anxiété. L'espoir de voir enfin se débloquent les négociations syro-israéliennes, lui permettant de leur emboîter le pas et d'entrer à son tour dans le jeu régional dont il est tenu jusqu'à présent à l'écart. Demeurant pour le moment absent aux multilatérales portant sur l'eau, les réfugiés, l'environnement, le désarmement, l'anxiété du Liban est grande de découvrir peut-être qu'il est la partie sacrifiée sur l'autel des deux intérêts, syrien et israélien.

Carole Dagher

Notes:

1 A diverses occasions au cours des mois d'octobre et de novembre 1993 et notamment aux conférences annuelles à Washington du lobby libanais ATFL et de la convention annuelle du lobby arabe, NAAA.

2 Voir l'entretien avec James Baker dans le présent numéro de *Confluences Méditerranée*. (page 25).